Le Conseil,

Vu le rapport du 1 décembre 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Je vous propose d'ouvrir une concertation relative à la réalisation d'un parcours pour piétons de 550 mètres à Fontaines sur Saône, Fontaines Saint Martin et Rochetaillée sur Saône, reliant la rive gauche de la Saône (chemin du Train bleu-RD 433) à la rue du Prado et longeant le ruisseau des Vosges à réaménager hydrauliquement dans le cadre des travaux du PAE des Vosges.

Le parcours pour piétons desservant le vallon des Vosges jusqu'à Cailloux sur Fontaines a déjà été aménagé en amont du secteur faisant l'objet du présent rapport, sur une distance d'environ 1 300 mètres entre 1992 et 1997.

Le parcours pour piétons existant permet déjà le déplacement local des riverains jusqu'aux arrêts de bus, aux groupes scolaires et aux commerces et services des centres-villes (notamment à Fontaines Saint Martin) en toute sécurité et dans un cadre végétal et naturel mettant en valeur le thème de l'eau (du captage des ruissellements et fontaines à la rivière de la Saône). Ce parcours pour piétons, dans sa fonction et ses usages, trouve ses fondements dans la politique communautaire en matière d'écologie urbaine : le plan bleu, les ruisseaux et les déplacements des piétons.

Par ailleurs, le projet proposé permettrait de réaliser la jonction entre le chemin existant sur 1 300 mètres et la rive gauche de la Saône qui supporte sur la RD 433 des lignes de bus, dont une express, connectées au cœur de l'agglomération. Dans ce cas, le parcours pour piétons permettrait le rabattement vers ces lignes de bus d'une population non négligeable.

Enfin, ce parcours pour piétons est le lieu de promenades d'agrément, les mercredis et la fin de semaine notamment, des familles, des mères de familles ou des personnes âgées habitant les communes riveraines.

La réalisation de ce dernier secteur de parcours pour piétons à la fin de l'année 2000 nécessiterait :

- le lancement d'une enquête publique incluant une étude d'impact en application des dispositions de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,
- une demande d'autorisation imposée par la loi sur l'eau en application des décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993,
- une mise en compatibilité du plan d'occupation des sols (POS) conformément à l'article L 123-8 du code de l'urbanisme, en raison de la modification nécessaire d'une réserve foncière inscrite dans ce document d'urbanisme.

Préalablement, et en application de la loi n° 85-279 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre des principes d'aménagement, le conseil de Communauté doit délibérer sur les objectifs poursuivis et les modalités d'une concertation dont les conditions doivent être fixées en accord avec la Commune concernée.

Ce projet poursuivrait les objectifs suivants :

- permettre l'amélioration du déplacement des piétons dans le vallon des Vosges notamment pour optimiser les rabattements vers les commerces, équipements et services des communes concernées et, notamment vers les lignes de bus reliant ce secteur au cœur de l'agglomération,
- permettre d'apporter toute la sécurité nécessaire aux déplacements des piétons en leur trouvant une place identifiée et réservée le long de voies exigües et passantes,
- contribuer à l'amélioration du cadre de vie des trois communes riveraines,

- développer la politique communautaire de l'écologie urbaine, notamment en matière de déplacement des piétons, de ruisseaux et de plan bleu (berges du Rhône et de la Saône).

Les modalités de concertation consisteraient en l'affichage d'un avis administratif dans les mairies concernées et à la Communauté urbaine avec la mise à disposition dans les mêmes lieux d'un dossier comprenant :

- un plan de situation,
- le périmètre de la concertation,
- une note explicative,
- un cahier destiné à recueillir les observations du public.

Les observations portées dans les cahiers ne seront prises en compte que jusqu'au 18 février 2000, date de clôture de la concertation.

Les conseils municipaux de Fontaines sur Saône, Fontaines Saint Martin et Rochetaillée sur Saône doivent délibérer sur ces mêmes objectifs et modalités lors de leurs séances respectives des 2 décembre 1999, 23 novembre 1999 et 24 novembre 1999 ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu la loi sur l'eau et les décrets d'application n° 93-742 et 93-743 en date du 29 mars 1993 ;

Vu l'article L 123-8 du code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 85-279 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre des principes d'aménagement ;

Vu les délibérations des conseils municipaux de Fontaines sur Saône, Fontaines Saint Martin et Rochetaillée sur Saône respectivement en date des 2 décembre, 23 novembre et 24 novembre 1999 ;

Ouï l'avis de sa commission urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE

Ouvre la concertation sur les objectifs et les modalités proposés.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,